

[Text]

Mr. Lauer: In Ottawa-Carleton, we have a water charge. Everyone says that we are not paying the right price for water. It is underpriced and we are running Green Creek because we are using revenues from somewhere else. So, we should charge the right price for water and flow that back in sewage treatment. To me, that is not a tax.

Mr. McCloskey: You can make those kinds of considerations throughout this whole area. You are absolutely right. If that is the case—I do not know whether it is—the provision of water is being cross-subsidized from other general revenues such as property taxes. You could make a case, as people have done, that each area should pay its own way, and so you increase the price they charge to help share the burden and ensure that it is paying its own way.

Mr. Peter Berg, Economics Division, Research Branch: We have talked about action and the "we-can-take-it-home" policy measures that will occasionally have severe distributional effects. Yet, it has often been argued that cost-effective policies would include Canada financing energy efficiency improvements in developing countries such as China, India and the former East Bloc countries. Have you undertaken any analysis at all of how cost effective these policies would be as either a replacement or a complement to existing domestic policies? Have you tried to compare the environmental benefits of taking action elsewhere with the economic costs of us providing assistance?

Mr. McCloskey: I am sorry, your question is have we—

Mr. Berg: Have you looked at the issue of global climate change and dealing with the issue through our international foreign assistance programs as opposed to taking actions here at home?

The Chairman: For instance, instead of going through a very expensive exercise to reduce emissions of a certain substance into the atmosphere, we could engage in a transfer of technology with a developing country that is doing more—China, for instance, with CO₂. This would do the world more good than trying to cut back our own emissions. Is that what you are talking about?

[Traduction]

genre de mesure relève davantage d'une redevance que d'une taxe.

M. Lauer: À Ottawa-Carleton, nous avons une redevance pour l'eau. Tout le monde dit que nous ne payons pas un prix suffisant pour l'eau. Ce prix est sous la normale et nous exploitons l'usine de Green Creek parce que nous affectons des revenus qui viennent d'ailleurs. Donc, nous devrions exiger un prix normal pour l'eau et réinjecter cet argent dans le traitement des eaux usées. À mon avis, ce n'est pas une taxe.

M. McCloskey: Vous pouvez appliquer ce genre de considérations à toute la région. Vous avez absolument raison. Si tel est le cas—je ne suis pas au courant de la situation—l'approvisionnement en eau se trouve à être financé en partie à même d'autres recettes générales telles que la taxe foncière. On pourrait soutenir, comme certains l'ont fait, que chaque secteur devrait subvenir à ses besoins et qu'il faudrait donc augmenter le prix pour favoriser un meilleur partage du fardeau et faire en sorte que chacun couvre ses frais.

M. Peter Berg, Division de l'économique, Direction de la recherche: Nous avons parlé d'intervention et des mesures s'inspirant d'une politique «intra-muros» qui, à l'occasion, sont susceptibles d'avoir de graves effets distributifs. Pourtant, on a souvent affirmé qu'il serait rentable pour le Canada de financer des programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique dans des pays en voie de développement comme la Chine, l'Inde et les pays de l'Est. Avez-vous effectué la moindre analyse pour voir dans quelle mesure de telles politiques pourraient s'avérer rentables en guise de remplacement ou de complément des politiques nationales actuelles? Avez-vous essayé de comparer les avantages du point de vue environnemental d'une intervention à l'étranger à ce qu'il nous en coûterait de fournir une telle aide?

M. McCloskey: Excusez-moi, vous voulez savoir si nous avons —

M. Berg: Vous êtes-vous penchés sur le problème du changement climatique qui touche la planète et avez-vous envisagé la possibilité d'aborder la question sous l'angle de nos programmes d'aide à l'étranger plutôt qu'en intervenant ici, chez nous?

Le président: Par exemple, plutôt que de nous lancer dans l'entreprise très dispendieuse de restreindre nos émissions d'une substance donnée dans l'atmosphère, nous pourrions nous engager dans un programme de transfert de technologie en faveur d'un pays en voie de développement qui pollue davantage—la Chine, par exemple, avec le CO₂. Cela serait plus profitable pour le monde que d'essayer simplement de réduire nos propres émissions. Est-ce bien de cela que vous parlez?